



Ivry sur Seine le 11 septembre 2018

FM/SD/n°2018-324

Monsieur Edouard Philippe
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

Lettre ouverte à Monsieur Edouard Philippe

Monsieur le Premier Ministre,

Tout d'abord, nous tenons à vous rappeler que l'UNSA Education est la première organisation du secteur de Jeunesse et Sports de l'Etat, et ce depuis des décennies.

Elle rassemble la majorité des professionnels de ce secteur qui, par leur action et leur attachement au service public, ont démontré leur efficacité depuis plus de 50 ans.

Notre organisation tient à vous interpeller publiquement sur le sombre avenir auquel votre gouvernement destine le service public de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

Depuis votre arrivée à la tête du gouvernement en mai 2017, les concertations et autres groupes de travail se sont succédés, la plupart du temps en vain, compte tenu du fait que vos décisions étaient semble-il déjà prises.

Du groupe de travail présidé par M. Bouchout à la concertation sur la mise en place d'une agence du sport, en passant par les multiples audiences et rencontres avec vos ministres, tout ce qui était présenté comme du dialogue social n'a servi à rien.

Il est clair qu'il apparaît maintenant à nos yeux, ainsi qu'à ceux des agents publics concernés, des acteurs des milieux associatifs et sportifs, que le seul but poursuivi est la suppression massive de postes et la libéralisation ou l'abandon pur et simple de missions de l'Etat. Le débat sur les missions n'a pas été porté dans notre pays mais simplement confié à un comité d'expert.

Votre gouvernement a fait cet été des annonces sur la mission Jeunesse et récemment des annonces fracassantes en matière de suppressions de postes au ministère des Sports.

Votre nouvelle Ministre des Sports. Madame Maracineanu, a fait savoir, à peine nommée que vos annonces étaient brutales.

Dans un communiqué de presse de ce lundi 10 septembre, vous avez fait savoir que, selon vous, les choses ne sont pas si dramatiques et qu'il s'agit en résumé de « moderniser » la gestion du Sport.

Les éléments de langage utilisés ne trompent maintenant plus personne, il s'agit bien de raboter sous couvert de modernisation, d'adaptation d'évolution, voire de privatisation.

A l'UNSA Education, nous sommes convaincus que la mission éducatrice est régaliennne, y compris dans sa dimension d'éducation populaire et de sport.

A l'heure des grands défis que connaît notre nation, qui vont du Sport pour tous aux Jeux olympiques, du vivre ensemble au service national universel, de la lutte contre les radicalisations au droit aux vacances, de la formation des acteurs à l'impulsion de politiques volontaristes tant au niveau national que déconcentré, l'UNSA Education affirme la nécessité d'un service public de l'Etat fort et disposant de moyens suffisants.

C'est pourquoi, la fédération UNSA éducation vous demande :

1. L'arrêt des suppressions de postes dans ce secteur
2. La mise en place d'un pôle éducatif dans le cadre d'un grand ministère de l'action éducative,
3. Une déclinaison territoriale de ce pôle dans des Directions Régionales Educatives de la Jeunesse et des Sports,
4. Le maintien d'un réseau Jeunesse et Sport de proximité.

La fédération UNSA Education refuse le maintien des missions Jeunesse et Sports et de la gestion des personnels JS au sein et par les ministères sociaux.

Nous attendons de nos gouvernants, comme tous les citoyens et acteurs du secteur, un engagement de l'Etat pour une véritable ambition pour le Sport, la Jeunesse et le tissu associatif, et non un avis d'obsèques.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre profond attachement à la promotion du Service Public.

Frédéric Marchand



Secrétaire Général
de l'UNSA Education